



Agriculture et commerce équitable

Commerce équitable
et revenus agricoles (p.2-7)

Commerce équitable,
environnement et santé des producteurs (p.8-11)

Commerce équitable
et petits producteurs (p.12-15)



Oxfam
Magasins du monde

Commerce équitable et revenus agricoles

Dans le commerce conventionnel, les revenus des agriculteurs sont souvent très instables et très faibles (1)
L'alternative du commerce équitable assure au contraire des revenus stables et décents à ses partenaires producteurs (2)
L'alternative politique de commerce équitable d'Oxfam-Magasins du monde entend oeuvrer en faveur de revenus plus stables et plus décents pour les agriculteurs sur le marché conventionnel (3)

1. Le commerce conventionnel

Selon la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), trois quarts des pauvres vivant avec moins de 1 dollar par jour (près de 1,2 milliard d'individus) sont des ruraux, et la majorité des victimes de la faim dans le monde sont des paysans des pays en développement, c'est-à-dire des producteurs et vendeurs de nourriture (Mazoyer, Roudart, 2005). Autrement dit, une bonne partie de celles et ceux qui nous nourrissent ne mangent pas à leur faim. Surprenant ? Pas tant que cela lorsque l'on sait qu'à l'échelle mondiale, au Sud comme au Nord, les revenus d'une majorité de paysans sont souvent très instables et précaires.

Des prix internationaux très instables

Les prix mondiaux des produits de base agricoles fluctuent de manière considérable. Non seulement d'une année à l'autre, mais aussi au cours d'une même année, d'un mois à l'autre, d'une semaine à l'autre ou même d'un jour à l'autre. L'instabilité est particulièrement élevée pour les produits tropicaux tels que le

café ou le cacao, par exemple (FAO, 2004). Entre 1983 et 1997, hors inflation, les prix mondiaux du cacao et du café robusta ont connu des variations allant respectivement, de 60 % à 170 % et de 40 % à 195 % de leur moyenne au cours de cette période (ECA, 2003).

L'instabilité des prix est très problématique pour les agriculteurs qui y sont les plus directement exposés. Elle crée un climat d'insécurité socio-économique les incitant à adopter diverses stratégies handicapantes à plus d'un titre. Ainsi, même lorsqu'ils sont très pauvres, elle les incite souvent à économiser le peu d'argent qu'ils peuvent, histoire de pouvoir parer à d'éventuels coups durs. Cela ruine toute perspective d'investissement dans l'augmentation de la productivité de l'exploitation. Du coup, l'exploitation est de plus en plus marginalisée sur le marché, parfois jusqu'à la faillite pure et simple. En outre, la volatilité des prix encourage le producteur à réduire certaines dépenses essentielles, comme celles dédiées à l'alimentation, à l'éducation des enfants ou aux soins de santé.

Des baisses de prix colossales

Si les prix de plusieurs matières premières agricoles sont aujourd'hui en hausse, les produits de base agricoles ont vu dans leur ensemble leurs prix réels (inflation prise en compte) chuter de manière phénoménale au cours des dernières décennies. Entre 1980 et 2005, les prix mondiaux annuels du sucre, du coton-fibre, du café et du cacao ont chuté de 68.5 à 77.6 % (Koning, Robbins, 2005). Entre 1977 et 2001, les prix réels de 19 produits alimentaires dont le blé, le riz, le soja, le sucre, les bananes, le café robusta, les autres cafés, les fèves de cacao et le thé ont baissé en moyenne de 3,3% par an¹. En un siècle, le prix réel du sucre a été divisé par trois (Mazoyer, 2002).

Une spirale d'endettement insoutenable

La qualité de revenus d'un agriculteur ne dépend pas seulement des prix de vente. Elle dépend aussi des coûts de production. Or, ceux-ci ont souvent tendance à augmenter, parfois de manière dramatique. En Inde, par exemple, des coûts de production élevés contribuent à l'endettement massif de producteurs par dizaines de milliers. Les causes de cet endettement sont évidemment multiples. Parmi celles-ci figurent sans nul doute les dépenses croissantes consacrées par les paysans aux achats de pesticides chimiques. Les mauvaises herbes et autres organismes « nuisibles » développant une résistance aux produits sensés les éliminer, l'agriculteur se voit en effet contraint d'en utiliser des quantités croissantes, alourdissant au passage la

facture. D'autant que le prix unitaire des pesticides a lui aussi fréquemment tendance à augmenter. Combinée à des prix de vente régulièrement en baisse ainsi qu'à d'autres difficultés, cette escalade de coûts incite nombre d'agriculteurs (dont un grand nombre de cotonculteurs), à mettre fin à leurs jours, le plus souvent en ingérant les pesticides dans leurs champs. Selon Sharad Pawar, ministre de l'agriculture indien, 112.000 agriculteurs se seraient ainsi suicidés entre 1993 et 2003. Un chiffre selon toute vraisemblance largement en dessous de la réalité (Manière de voir/Le Monde Diplomatique, 2007).

Une part minime du prix final aux paysans

Les chaînes agroalimentaires sont caractérisées par des rapports de force très déséquilibrés entre acteurs. Négociants, entreprises fournisseuses d'intrants, firmes transformatrices et, plus encore, chaînes de supermarchés détiennent un pouvoir de marché bien plus important que les paysans et les travailleurs agricoles, beaucoup plus nombreux, fragmentés et de bien plus petite taille. Cette dissymétrie a d'importantes répercussions sur la part du prix de vente au détail perçue par les agriculteurs ou les travailleurs agricoles. Car lorsqu'il s'agit de négocier les prix et autres conditions des transactions, les acteurs dominants profitent souvent de leur position dominante pour réduire au maximum leurs coûts... Un petit caféiculteur, par exemple, ne perçoit typiquement que 0,5 % du prix de vente final au consommateur (Robbins, 2005).

¹ Géronimi et al., 2007

2. L'alternative du commerce équitable

À son échelle, le commerce équitable rémunère décemment les producteurs.

Des prix d'achat équitables

Le commerce équitable Oxfam-Fairtrade paie **un juste prix** aux producteurs. Ce prix couvre les coûts de production et permet à ces producteurs et à leurs familles de vivre dignement : satisfaire leurs besoins fondamentaux et envisager l'avenir plus sereinement. Les coopératives caféières reçoivent ainsi au minimum 1,26 dollars US pour une livre d'arabica. C'est plus que les coûts de production (entre 0,70 et 0,80 dollar US dans les pays concernés) et que le montant nécessaire pour permettre par exemple aux enfants d'aller à l'école (autour de 1 dollar US dans ces mêmes pays). Lorsque les cours mondiaux dépassent ce prix minimum, le prix du commerce équitable leur est en outre toujours supérieur d'au moins 5 cents US la livre.¹

Même quand les cours sont élevés, le prix équitable demeure donc avantageux². Quoi qu'il en soit, sur les marchés internationaux de matières premières agricoles, les périodes de bas prix ont été bien plus fréquentes que les périodes de hausse au cours de ces dernières décennies. En pareil cas, le juste prix du commerce équitable prend évidemment toute son ampleur. Les producteurs de

¹ Informations renseignées par Oxfam-Wereldwinkels (2007).

² Le cours mondial de l'arabica (bourse de New York) est ce 24 octobre 2007 de 1,23 dollar US la livre. Depuis le 24 octobre 2006, il a fluctué dans une fourchette comprise entre 98,10 cents US et 139,30 cents US la livre (Les échos, 2007).

la coopérative haïtienne Recocarno, partenaire d'Oxfam Fair Trade, en savent quelque chose. En août 2002, par exemple, le prix équitable pour une livre d'arabica était presque le triple du prix mondial, alors situé à 43 cents US la livre... Contrairement aux intermédiaires présents sur le marché conventionnel qui abusent de leur position dominante pour réduire au minimum les prix payés aux producteurs, le commerce équitable développe avec ses partenaires une relation saine, durable, respectueuse de leurs besoins et de leur développement (De Boeck, 2002).

Un producteur de café membre de Recocarno

« Avant la récolte, alors que les fruits ne sont pas encore rouges, les spéculateurs nous attendent déjà sur nos parcelles, pour acheter le café. (...) Ils nous proposent des prix extrêmement bas pour notre café. Avant, j'étais obligé d'accepter leurs prix. J'avais besoin d'argent. Je n'avais pas le choix. Maintenant, je vends mon café à la coopérative. Les spéculateurs continuent à venir dans les 'jardins café', lors des récoltes. Ils attendent, mais moi, je ne leur vends plus rien. Et je suis bien content de ne plus dépendre d'eux » (De Boeck, 2002)

Un producteur de la coopérative Ceibo, partenaire d'Oxfam-Fairtrade, en Bolivie

« La garantie d'un prix minimum nous donne la stabilité. Nous, les producteurs [de cacao], ne sommes pas totalement soumis à la loi de l'offre et de la demande. Nous savons que nous serons payés au moins 69 dollars le quintal. Cette garantie nous permet de planifier sur le long terme, de faire des investissements, de développer une aide technique, ... » (Pérez Suerio, 2006)

Une prime pour le développement

Par ailleurs, pour un certain nombre de produits, le commerce équitable octroie une **prime Fair Trade**. L'octroi de cette prime est conditionné à sa gestion transparente par la coopérative. Il suppose aussi que les choix de son affectation soient le fruit de décisions démocratiques par ses membres. La prime peut être utilisée à des choses très diverses. Par exemple : améliorer les services de santé, acheter du matériel médical, ouvrir des boutiques communautaires pour la vente de produits de base alimentaires à des prix raisonnables, développer des infrastructures scolaires ou créer de nouvelles opportunités pour les enfants dans le domaine de l'éducation (Pérez Suerio, 2006).

Des coûts de production qui n'explorent pas

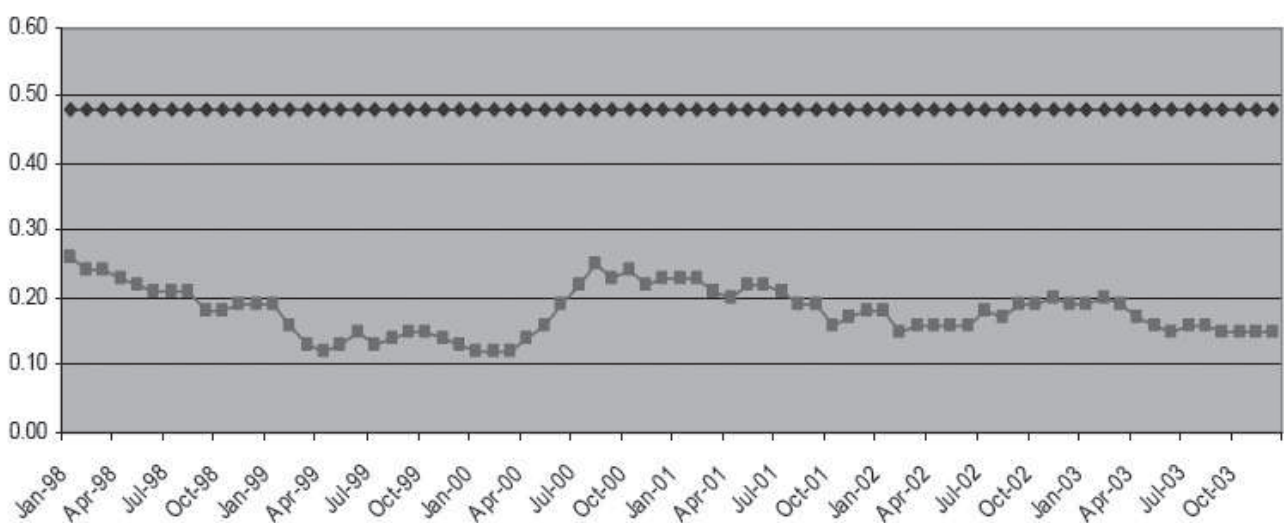
Des revenus équitables ne nécessitent pas seulement des prix de vente décents. Ils impliquent aussi que les coûts de production soient maintenus dans des limites raisonnables. C'est l'une des

raisons pour lesquelles le commerce équitable insiste sur le recours à des pratiques culturales respectueuses de l'environnement, ces pratiques évitant aux agriculteurs des dépenses excessives en intrants (pesticides de synthèse, semences transgéniques). Concrètement, les producteurs du commerce équitable pratiquent souvent la culture en « lutte intégrée ». Dans ce mode de culture, l'adoption de méthodes naturelles, adaptées aux écosystèmes locaux, est privilégiée pour protéger les récoltes des dégâts causés par divers organismes. Parallèlement, le recours aux pesticides chimiques est réduit au minimum, parfois totalement. En outre, le commerce équitable encourage l'agriculture biologique lorsque c'est possible.

Des prix stables

Le commerce équitable, c'est aussi l'assurance de prix stables, comme l'illustre l'exemple du sucre brut, outre celui du café arabica mentionné plus haut. Cette stabilité est importante pour les producteurs et contraste avec l'extrême volati-

Comparaison du cours mondial et du prix équitable du sucre brut, janvier 1998 – octobre 2003



Ligne droite : le prix FOB (Free On Board - prix facturé au port de chargement-) du commerce équitable

lité des prix internationaux.

Un préfinancement et des contrats à long terme

Le commerce équitable garantit également des commandes régulières et paient 50% du montant à l'avance. Les producteurs peuvent ainsi bénéficier de revenus garantis entre deux récoltes. Ils ne sont plus obligés de s'endetter pour démarrer la production.

3. L'alternative politique de commerce équitable d'Oxfam-Magasins du monde

Mais la démarche du commerce équitable défendue par Oxfam-Magasins du monde ne se limite pas à vendre des produits équitables. Elle consiste tout autant à **interpeller le politique** en vue de réguler adéquatement les marchés, le commerce international et les pratiques des multinationales, ainsi qu'à **interpeller ces mêmes multinationales** pour les contraindre à respecter les critères d'un développement durable, au Sud comme au Nord. À plusieurs reprises, Oxfam-Magasins du monde a oeuvré en ce sens en faveur de prix plus stables et décents pour les paysans des quatre coins du globe.

Exemple parmi d'autres, le 24 janvier 2003, Oxfam-Wereldwinkels et Oxfam-Magasins du monde remettaient ensemble à Douwe Egberts une pétition signée par 130.000 consommateurs, demandant notamment à l'entreprise de payer à un prix plus juste les producteurs de café. Plus récemment, à la veille des élections législatives belges 2007, Oxfam-Magasins du monde interpellait les principaux partis démocratiques francophones sur, entre autres, la souveraineté alimentaire. Parmi les demandes adressées figurait la reconnaissance internationale du droit à adapter l'offre à la demande sur les marchés, pour des prix plus stables et décents des produits de base agricoles. Il s'agissait notamment de soutenir une proposition introduite en ce sens à l'OMC (Organisation mondiale du commerce) par le Groupe Africain (41 Etats-membres). Une proposition à ce jour soutenue directement ou indirectement par plus de 1500 organisations agricoles et ONG de tous continents, au travers d'une position commune émise à l'initiative d'Oxfam-Magasins du monde dans le cadre d'un réseau international.

Stéphane Parmentier

REFERENCES

- De Boeck G. (2002). *Café Commerce. La bourse ou la vie*. Oxfam-Magasins du monde, 66 p.
- ECA (Economic Commission for Africa). (2003). *Minimizing the Impact of Commodity Shocks in Africa for Debt Sustainability*. ECA, 17 p.
- FAO (Food and Agriculture Organization). (2004). *La situation des marchés des produits agricoles 2004*. FAO, 56 p.
- Géronimi V., Mathieu L., Taranco A. (2007). Les cours internationaux des produits agricoles : tendances et cycles. In Boussard J.-M., Delorme H. (direction). *La régulation des marchés agricoles internationaux. Un enjeu décisif pour le développement*. L'Harmattan, p. 27-51.
- Koning N., Robbins P. (2005). Where There's a Will There's a Way : Supply Management for Supporting the Prices of Tropical Export Crops. In IIED (International Institute for Sustainable Development), ICTSD (International Centre for Trade and Sustainable Development). *Agricultural Commodities, Trade and Sustainable Development*. IIED, ICTSD, p. 181-200
- Pérez Suerio V. (2006). A la rencontre des producteurs. In FLO (Fairtrade Labelling Organizations), IFAT (International Fair Trade Association), NEWS! (Network of European Worldshops), EFTA (European Fair Trade Association). (2006). *Du commerce oui, mais différemment. Succès & défis du commerce équitable*. FLO, IFAT, NEWS !, EFTA, p. 49-65
- Les échos (2007). *Arabica à New York*. [24/10/07]. Disponible <http://bourse.lesechos.fr/bourse/matieres/details_matieres.jsp?Code=KC&Place=RMSETR&Codif=TSB&Secteur=AGROALIMENTAIRE>
- Manière de voir/Le monde Diplomatique. (2007). *Réveil de l'Inde*. N°94.
- Mazoyer M. (2002). Mondialisation libérale et pauvreté paysanne. Quelle alternative ? In CETRI (Centre Tricontinental). *Question agraire et mondialisation. Alternatives Sud Vol. IX*. L'Harmattan, p. 5-26.
- Mazoyer M., Roudart L. (2005). Introduction. In Mazoyer M., Roudart L. (direction). *La fracture agricole et alimentaire mondiale. Nourrir l'humanité aujourd'hui et demain*. Universalis, p. 7-12.
- Robbins P. (2005). *Supply-side measures for raising low farm-gate prices of tropical beverage commodities*. South Centre, 53 p.

Commerce équitable, environnement et santé des producteurs

Dans le commerce conventionnel, la production de biens alimentaires repose souvent sur une forme d'agriculture qui ne respecte ni l'environnement, ni la santé des producteurs (1)

L'alternative du commerce équitable met au contraire un point d'honneur à respecter l'environnement et la santé des agriculteurs (2)

L'alternative politique de commerce équitable d'Oxfam-Magasins du monde vise à interpeller les multinationales et les pouvoirs publics pour favoriser une agriculture plus durable sur le plan écologique et sanitaire (3)

1. Le commerce traditionnel

Si la plus grande partie de la production agricole mondiale provient aujourd'hui encore et toujours d'une agriculture paysanne, cette forme d'agriculture est de plus en plus menacée par le développement considérable ici ou là d'une agriculture industrielle. Or contrairement à l'agriculture paysanne, dont les formes les plus traditionnelles sont particulièrement bien adaptées aux besoins spécifiques de chaque écosystème local, l'agriculture industrielle rompt cette symbiose avec le milieu naturel, portant parfois du même coup gravement préjudice à l'environnement et à la santé des producteurs.

Le recours massif aux pesticides chimiques...

Parmi les caractéristiques de l'agriculture industrielle, la plus fondamentale est probablement l'utilisation massive d'intrants externes (Sachs, Santarius, 2007) et en particulier d'intrants chimiques. Cette utilisation domine le quotidien d'un grand nombre d'exploitations agricoles, bouleversant les pratiques paysannes traditionnelles, à des rythmes et des degrés divers selon la région du monde considérée.

...au détriment de la nature...

S'il est parfois difficile d'évaluer avec précision les effets des pesticides sur l'environnement, on sait avec certitude combien ces impacts peuvent être très néfastes. Pollutions de cours d'eau, morts d'insectes non nuisibles aux cultures ou d'animaux font partie des dégâts environnementaux fréquemment observés.

...et de la santé humaine

La santé des agriculteurs et travailleurs agricoles est également touchée. Lorsque ces produits intrinsèquement nocifs sont utilisés sans équipements de protection appropriés ni autres précautions d'usage élémentaires, ou sont stockés dans des conditions de sécurité insuffisantes, leur usage favorise l'apparition de nombreux problèmes de santé. Sont par exemple associés aux pesticides chimiques utilisés dans la culture du coton les problèmes suivants : pertes de poids, faiblesse, maux de tête, tremblements, affections des voies respiratoires, des reins, affections du système nerveux, du fœtus en développement, immuno-déficience du foie, cancers de la pros-

tate, du sein ou du cerveau. Pour éviter totalement ou presque le recours aux pesticides et intrants de synthèse, l'agriculture biologique et la « lutte intégrée » constituent les modes de culture les plus appropriés (Parmentier, 2006).

Une tendance à la monoculture...

Le recours aux intrants de synthèse coûtant très cher, il nécessite de solides moyens financiers. Cette nécessité induit le souci permanent d'augmenter la rentabilité financière de l'exploitation. Une préoccupation qui débouche notamment sur la recherche constante d'une croissance des rendements à l'hectare. Cette recherche conduit à réduire considérablement le nombre de denrées cultivées, au point de n'en cultiver très fréquemment qu'une seule, le plus souvent en monoculture. Consistant à cultiver une seule denrée (à l'exclusion d'autres plantes) sur un terrain de manière répétée d'une année à l'autre, ce mode de culture favorise en effet théoriquement l'augmentation du rendement (UCS, 2001 ; Sachs, Santarius, 2007). Mais en même temps, la monoculture engendre de sérieux problèmes environnementaux :

- Elle appauvrit les sols en favorisant l'épuisement de certains de leurs éléments nutritifs.
- Elle expose davantage les cultures aux attaques de ravageurs, parasites, maladies, entraînant une utilisation croissante d'intrants synthétiques et des problèmes qu'ils posent...

...et aux OGM

Le développement de l'agriculture industrielle va également de pair avec l'essor aujourd'hui phénoménal des OGM (organismes génétiquement modi-

fiés). Sensés garantir un avenir meilleur aux agriculteurs (hausse de rendement, réduction des quantités d'intrants chimiques utilisées), ces cultures génétiquement modifiées posent concrètement problème à bien des égards. Sur le plan environnemental, l'un des problèmes posés est le risque d'une réduction de la biodiversité, les semences transgéniques étant susceptibles de contaminer les semences naturelles¹.

2. L'alternative du commerce équitable

À son échelle, la vente de produits issus du commerce équitable génère un développement durable pour l'environnement et la santé des producteurs.

Des pratiques respectueuses de l'environnement...

Les critères de commerce équitable d'Oxfam-Fairtrade (marque des produits alimentaires de commerce équitable) mettent notamment l'accent sur la protection de l'environnement. Ils requièrent au minimum que « *l'organisation de producteurs applique la législation nationale et internationale en ce qui concerne l'emploi et l'usage des pesticides, la protection des cours d'eau naturels, la forêts vierge et les autres écosystèmes à haute valeur écologique, la lutte contre l'érosion et la gestion des déchets* » (Oxfam-Wereldwinkels, 2002). En outre, Oxfam-Fairtrade encourage vivement la culture en lutte intégrée² et l'agriculture biologique. Actuellement, un tiers des

¹ Pour en savoir plus sur les OGM et les problèmes qu'ils posent sur le plan environnemental, culturel, économique, social ou même judiciaire (en lien avec la problématique des droits de propriété intellectuelle sur le vivant), consulter par exemple le site Internet de l'organisation GRAIN : <http://www.grain.org>.

produits Oxfam-Fairtrade sont certifiés biologiques (Oxfam-Fairtrade, 2006).

L'exemple d'ATC aux Philippines, partenaire d'Oxfam-Fairtrade

Depuis 1986, ATC (Alter Trade Corporation) écoule dans le réseau du commerce équitable des produits issus de la culture de la canne à sucre sur l'île de Negros, aux Philippines. Au total, près de 400 paysans livrent leur sucre à l'organisation, basée à Bacolod-City³. ATC met en oeuvre un programme d'agriculture écologique. L'organisation fait la promotion de l'agriculture biologique, de la diversification des cultures et des pratiques agricoles écologiques. Aux Philippines comme ailleurs, obtenir la certification bio est financièrement hors de portée d'une grande majorité de paysans cultivant pourtant de manière biologique. Pour leur donner accès à cette certification, ATC les soutient financièrement. En outre, ATC encourage le transfert de connaissances et de méthodes écologiques entre les membres⁴.

...et de la santé des producteurs

En privilégiant la réduction maximale (idéalement l'abandon) des engrais et pesticides chimiques, le commerce équitable ne promeut pas seulement un environnement plus sain. Il favorise l'amélioration de la santé des producteurs et travailleurs agricoles (outre celle des consommateurs), ceux-ci étant nette-

² Pour une brève explication de ce qu'est la « lutte intégrée », consulter l'analyse Commerce équitable et revenus des producteurs.

³ Provient par exemple de ce partenaire le sucre Mascobado bio vendu dans les Magasins du monde-Oxfam.

⁴ Informations reprises du site d'Equiterre : <http://www.equiterre.org>.

ment moins exposés aux effets toxiques de ces dangereuses substances.

La préservation de la biodiversité

Respecter l'environnement implique entre autres de préserver la biodiversité, en ce compris celle des variétés existantes de semences naturelles. C'est l'une des raisons pour lesquelles les produits Oxfam-Fairtrade ne contiennent pas d'OGM (ceux-ci représentant par ailleurs des risques pour la santé des consommateurs).

L'exemple de Navdanya en Inde

En 1982, Vandana Shiva, l'une des plus célèbres environmentalistes des pays émergents, disait adieu à sa carrière académique en physique quantique, pour fonder et se consacrer à la RFSTE (Research Foundation for Science, Technology and Ecology), qui finance des projets élaborés dans la perspective d'un développement durable des campagnes indiennes. En 1987, la RFSTE fondait Navdanya. La RFSTE/Navdanya est l'un des partenaires de commerce équitable d'Oxfam-Fairtrade (riz basmati). Navdanya est un réseau étendu d'initiatives permettant de préserver la biodiversité existante et de se défendre contre l'industrie agrochimique. A l'origine, tout est parti d'un projet pilote qui a été mis sur pied sur une superficie de 7 ha seulement : des semences traditionnelles sont réintroduites et des formations sont dispensées aux cultivateurs. Aujourd'hui, Navdanya est à la tête d'un réseau à l'échelle du pays de banques locales et régionales de semences traditionnelles. Les cultivateurs obtiennent les semences gratuitement à deux conditions : soit ils fournissent à la banque une quantité de semences qui correspond au double de

ce qu'ils ont reçu, soit ils transmettent à d'autres cultivateurs semences et savoir faire. Un cultivateur peut devenir membre de Navdanya à condition d'utiliser des semences traditionnelles et de n'utiliser que des engrais et des pesticides naturels.

3. L'alternative politique de commerce équitable d'Oxfam-Magasins du monde

Oxfam-Magasins du monde entend faire davantage que de soutenir concrètement un développement respectueux de l'environnement et de la santé humaine en commercialisant des produits de commerce équitable. L'objectif est également d'**interpeller multinationales et pouvoirs publics** afin d'engager le commerce conventionnel sur cette même voie.

En 1999, Oxfam-Magasins du monde lançait la **campagne « Chiquita, çavapas »**, campagne très intensive qui s'inscrivait dans le cadre d'une campagne internationale visant à dénoncer les conditions de travail dans les plantations des multinationales du secteur de la banane. La campagne « Chiquita, çavapas » a bien montré, entre autres choses, combien la défense des droits des travailleuses et travailleurs agricoles et la protection de l'environnement peuvent aller de pair. En effet, était notamment dénoncé l'usage intensif et excessif de pesticides dans les plantations, aux graves répercussions non seulement pour l'environnement mais aussi pour la santé humaine. Survolant les plantations, des avions pulvérisaient fréquemment des produits toxiques alors que les ouvriers étaient encore dans les bananeraies. Avec pour conséquences d'importants

problèmes sanitaires : cancers de la peau et de l'estomac, affections des voies respiratoires, stérilité, invalidité, malformations chez les nouveau-nés. Les femmes passaient plus de 10 heures par jour, les mains nues plongées dans des réservoirs remplis de produits chimiques utilisés pour nettoyer les bananes avant l'exportation. Les vêtements de protection étaient souvent inexistantes ou inadaptés.

Depuis lors, quelques progrès ont été enregistrés sur le plan environnemental, la multinationale bananière ayant notamment signé en 2005 le code de conduite de la RainForest Alliance, un code de conduite assez consistant en matière de protection de l'environnement (nettement moins en matière d'engagements sociaux ou socio-économiques). Ce qui montre que les multinationales peuvent être sensibles à la pression des consommateurs.

Stéphane Parmentier

REFERENCES

- Oxfam-Fairtrade. (2007). *Rapport annuel 2006. Les paysans du Sud méritent mieux*. Oxfam-Fairtrade, 16 p.
- Oxfam-Wereldwinkels. (2002). *Collaboration avec nos partenaires. Une approche renouvelée*. Oxfam-Wereldwinkels, 24 p.
- Parmentier S. (2006). *À la rencontre du coton*. Oxfam-Magasins du monde, 26 p.
- Sachs W., Santarius T. (2007). *World Trade and the Regeneration of Agriculture. Eco Fair Trade Dialogue Discussion Papers N°9*. Heinrich Böll Foundation, Misereor, Wuppertal Institute for Climate, Environment and Energy, 57 p.
- UCS (Union of Concerned Scientists). (2001). *Industrial Agriculture : Features and Policy*. [24/10/07]. Disponible <http://www.ucsusa.org/food_and_environment/sustainable_food/industrial-agriculture-features-and-policy.html>

Commerce équitable et petits producteurs

Dans le commerce conventionnel, les paysans (petits producteurs) sont de plus en plus marginalisés (1)
L'alternative du commerce équitable renforce au contraire les petits producteurs (2)
L'alternative politique de commerce équitable d'Oxfam-Magasins du monde entend promouvoir le maintien et le renforcement de l'agriculture paysanne (3)

1. Le commerce conventionnel

Sur le marché conventionnel, les paysans au Sud comme au Nord sont de plus en plus marginalisés. Leur faible pouvoir de marché¹, la libéralisation et l'industrialisation croissantes de l'agriculture contribuent grandement à cette situation.

La montée en puissance des chaînes de supermarchés

À l'évidence, le pouvoir de marché est très inégalement réparti entre les divers acteurs des chaînes agroalimentaires, les paysans et les ouvriers agricoles subissant les conditions des négociants internationaux, des entreprises fournisseuses d'intrants ou de l'industrie de la transformation. Phénomène relativement récent, ces chaînes sont de plus en plus

dominées par la grande distribution, qui constitue aujourd'hui le principal débouché des produits alimentaires, depuis les légumes et fruits frais jusqu'aux produits transformés.

La position dominante des chaînes de supermarchés repose notamment sur la forte concentration du secteur. Dans les pays développés, la distribution de produits alimentaires serait contrôlée à plus de 80 % par les chaînes de supermarchés, et serait essentiellement dominée au niveau national par seulement 4 à 5 d'entre elles, dont souvent Wal-Mart ou Carrefour. La montée en puissance et la concentration de la grande distribution sont également à l'oeuvre dans les pays en développement, même si l'ampleur du phénomène est encore limitée (SOMO, 2005).

Des pratiques d'approvisionnement qui favorisent les exploitations industrielles

Les chaînes de supermarchés privilégient un approvisionnement en gros volumes, à bas prix, répondant à une différenciation et une qualité accrues en vue de répondre aux demandes sanitaires, sociales ou environnementales croissantes des consommateurs. Par

¹ Le « pouvoir de marché » pourrait être défini comme la capacité qu'a un acteur de la chaîne (producteurs, firmes agroalimentaires, etc.) de dicter ses conditions aux autres acteurs dans la négociation des prix et autres conditions des transactions. Le pouvoir de marché dépend de divers facteurs dont la taille de l'acteur considéré, le degré de concentration du secteur, le capital financier ou l'existence éventuelle de liens sociaux privilégiés entre l'acteur et le politique.

ailleurs, elles répercutent souvent les coûts de l'application de standards, ainsi que les risques liés aux livraisons, sur leurs fournisseurs. L'ensemble de ces pratiques désavantagent clairement les exploitations paysannes par rapport aux exploitations industrielles.

La concentration accrue de la production agricole

Les paysans de tous continents sont donc mis sous pression. Soit ils parviennent à s'adapter aux mutations en cours, soit ils disparaissent. Résultat, la concentration de la production agricole va croissant, un grand nombre de paysans étant de fait de plus en plus exclus des marchés, qu'il s'agisse d'exporter la production ou de la commercialiser sur le marché intérieur.

Des politiques agricoles défavorables aux paysans

Les agriculteurs paysans sont d'autant plus marginalisés dans le commerce conventionnel qu'ils sont également victimes de politiques agricoles dont les orientations, là encore, les désavantagent fortement. Adoptées aux échelles nationale, régionale (Europe, ...) et internationale (OMC, FMI et Banque mondiale), ces politiques consistent globalement à démanteler les instruments de politiques économiques nécessaires pour garantir des revenus stables et décents aux agriculteurs produisant de manière durable. Le droit à subventionner à bon escient l'agriculture, le droit d'intervenir sur les marchés pour ajuster l'offre à la demande au moyen de quotas ou de mécanismes de stockage des excédents, le droit de protéger les marchés locaux d'importations à bas prix sont massivement remis en question.

Ces orientations ne sont pas le fruit du hasard. Elles découlent en bonne partie de l'influence déterminante exercée par les industries de la grande distribution et de la transformation, les négociants internationaux ou les entreprises fournisseuses d'intrants sur l'adoption des politiques agricoles aux différentes échelles. Cette influence est largement documentée. Elle résulte de l'important pouvoir de marché détenu par ces acteurs, reposant notamment sur la structure oligopolistique du secteur d'activités qu'ils occupent, leur pouvoir financier, leur taille ou leur appartenance aux mêmes milieux sociaux et culturels que les élites politiques. La maximalisation des marges bénéficiaires des industries de la transformation et de la grande distribution, par exemple, nécessitent notamment de bas prix pour les matières premières agricoles (Vorley, 2003 ; Murphy, 2006 ; Vander Stichele et al., 2006).

2. L'alternative de commerce équitable

Au contraire du commerce conventionnel, l'alternative du commerce équitable attache une importance cruciale au soutien et au renforcement des petits producteurs.

Le choix de producteurs marginalisés

Le commerce équitable défini par Oxfam-Fairtrade vise essentiellement à « offrir des possibilités de développement à des producteurs marginalisés, indépendamment de leur situation géographique » (Oxfam-Wereldwinkels, 2002). Par « producteurs marginalisés », « petits producteurs », ou encore « petits paysans », il faut entendre des producteurs faisant partie d'organisations ou de coopératives capables de soutenir le développement social et économique de

leurs membres et de leurs communautés. Il s'agit de producteurs qui ne dépendent pas structurellement d'un travail salarié, mais qui gèrent l'exploitation agricole ou leur atelier principalement eux-mêmes avec l'aide des membres de leur famille (sauf pendant les périodes de pointe, semailles ou moissons). Oxfam-Wereldwinkels ajoute : « *Les petits producteurs entrent en ligne de compte s'ils sont organisés d'une manière ou d'une autre (en coopératives, associations ou autres formes d'organisation selon leur particularité culturelle). Cette organisation doit contribuer au développement social et économique de ses membres (et des communautés dans lesquelles ils vivent) et doit être contrôlée démocratiquement par eux. Tout cela dans le contexte social et culturel de leur région ou pays* » (Oxfam-Wereldwinkels, 2002).

Le développement et le renforcement des capacités du partenaire

Les producteurs marginalisés éprouvent de nombreuses difficultés à accéder aux marchés internationaux : manque d'accès à l'information, infrastructures inappropriées, absence d'influence sur les prix du marché, etc. C'est pourquoi le commerce équitable les aide à mieux comprendre les marchés internationaux, en leur procurant par exemple des contacts utiles pour faire connaître leur travail et leurs produits. Il s'efforce également de renforcer leurs capacités pour leur permettre de mieux affronter les difficultés propres du marché conventionnel² (Pérez Sueiro, 2006).

Si le commerce équitable attache une importance décisive au regroupement organisé des paysans, c'est justement pour renforcer leurs capacités. Seul, un

paysan ne possède pas les ressources financières nécessaires à la réalisation d'investissements destinés à répondre aux préférences des consommateurs. Il ne possède pas davantage les moyens d'intégrer sa production dans des activités de traitement et de distribution postérieures à la récolte. De manière générale, les organisations de commerce équitables améliorent l'efficacité de la commercialisation (Pérez Sueiro, 2006). En outre, le regroupement des petits producteurs peut aussi avoir une visée politique, comme l'illustre Récocarno, partenaire haïtien d'Oxfam-Fairtrade.

Le Président d'une coopérative de Récocarno

« Il est essentiel pour nous, producteurs de café, de nous regrouper au travers de coopératives paysannes, afin de créer non pas des 'leaderships individuels' mais une force collective d'action pour améliorer nos conditions de vie. Au-delà de notre partenariat avec les organisations de commerce équitable, notre action doit aussi viser à mettre les pouvoirs publics en face de leurs responsabilités politiques par rapport à la crise caféière qui touche Haïti. Actuellement [2002], le gouvernement est un acteur totalement absent. Il n'apporte aucune aide aux producteurs du pays, confrontés à la dramatique chute des cours du café. Il ne développe aucun

² Les partenaires de commerce équitable, bien évidemment, ne dépendent pas exclusivement d'importateurs de commerce équitable. De manière générale, il est essentiel qu'ils puissent compter sur un nombre suffisant d'acheteurs afin de sécuriser leur situation. Notons également que le renforcement des capacités n'est pas seulement le gage d'une meilleure intégration aux marchés internationaux. Il peut aussi indirectement améliorer les débouchés sur le marché local.

programme de formation agricole pour permettre aux paysans de lutter contre les insectes et les maladies qui touchent les caféiers. Les infrastructures rurales laissent à désirer. Rien n'est fait non plus pour soutenir les coopératives qui sont pourtant un acteur important du développement rural. Pour développer nos activités, nous manquons fortement d'un encadrement institutionnel et légal et nous sommes confrontés à des problèmes de financement car les grandes banques rechignent à accorder des prêts pour des activités agricoles situées dans ces zones marginalisées. Nous demandons au gouvernement de concrétiser son discours en ce qui concerne le café. Si nous pouvions obtenir tout ce que nous demandons là, je pense que la situation pourrait s'améliorer » (De Boeck, 2002)

Une relation d'égalité

Avec le commerce équitable, les producteurs sont traités d'égal à égal, dans un respect mutuel. Une façon de travailler à mille lieux des traditionnels rapports de force entre les paysans et l'industrie agroalimentaire. Ici, pas de « coyotes », ces intermédiaires commerciaux locaux auxquels les caféiculteurs du marché conventionnel sont obligés de vendre leur café, et qui n'hésitent pas, par exemple, à tricher lors de la pesée des sacs pour payer à moindre prix les producteurs (De Boeck, 2002).

3. L'alternative politique de commerce équitable d'Oxfam-Magasins du monde

Le commerce équitable d'Oxfam-Magasins du monde consiste aussi à interpeller **autorités publiques et multinationales** pour défendre une agriculture durable,

nécessairement axée sur le maintien et le renforcement de l'agriculture paysanne au Sud comme au Nord.

C'est bien une amélioration des conditions de vie des petits producteurs de café que visait par exemple la campagne Douwe Egberts en 2002 et 2003. Autre exemple, lors des interpellations organisées à l'aube des élections législatives belges, Oxfam-Magasins du monde défendait explicitement le droit pour les agricultures paysannes des quatre coins du globe à vivre décemment des fruits de leur travail, en insistant tout particulièrement sur la sauvegarde et le renforcement de ce type d'agriculture.

Stéphane Parmentier

REFERENCES

- De Boeck G. (2002). *Café Commerce. La bourse ou la vie*. Oxfam-Magasins du monde, 66 p.
- Murphy S. (2006). *Concentrated Market Power and Agricultural Trade. Ecofair Trade Dialogue Discussion Papers N°1*. Heinrich Böll Foundation, Misereor, Wuppertal Institute for Climate, Environment and Energy, 41 p.
- Oxfam-Wereldwinkels. (2002). *Collaboration avec nos partenaires. Une approche renouvelée*. Oxfam-Wereldwinkels, 24 p.
- Pérez Suerio V. (2006). A la rencontre des producteurs. In FLO (Fairtrade Labelling Organizations), IFAT (International Fair Trade Association), NEWS! (Network of European Worldshops), EFTA (European Fair Trade Association). (2006). *Du commerce oui, mais différemment. Succès & défis du commerce équitable*. FLO, IFAT, NEWS!, EFTA, p. 49-65
- SOMO (Stichting Onderzoek Multinationale Ondernemingen). (2005). *The challenges of the role of supermarkets for sustainable agriculture and trade related issues*. SOMO, 4 p.
- Vander Stichele M., Bizzarri K., Plank L. (2006). *Corporate Power over EU Trade Policy: Good for business, bad for the World*. Seattle to Brussels network, 48 p.
- Vorley B. (2003). *Food Inc., Corporate concentration from farm to consumer*. IIED, 47 p.

Oxfam-Magasins du monde

Rue Provinciale, 285 - 1301 Wavre

Tél.: 010 43 79 50 - Fax : 010 43 79 69

mdmoxfam@mdmoxfam.be

www.madeindignity.be

